

1- Vous avez fait l'entrée de la campagne à l'élection présidentielle de 2017 le 22 août dernier, par la sortie de votre livre « Tout pour la France » (publié chez Plon). Vous avez dit que « la France exige qu'on lui donne tout ». « J'ai senti que j'avais la force pour mener ce combat à un moment si tourmenté de notre histoire », et « les cinq années qui viennent seront celles de tous les dangers mais aussi de toutes les espérances ». En quoi ces cinq prochaines années seront celles de toutes les espérances ? A quels dangers autres que ceux du terrorisme qui frappe la France faites-vous allusion ?

La menace terroriste, vous avez raison de le souligner, n'a jamais été aussi forte dans notre pays. Il faut adapter notre dispositif sécuritaire, beaucoup plus que cela n'a été fait jusqu'à présent. Toutes les leçons n'ont pas été tirées. C'est pourquoi je propose que nous puissions mettre en rétention administrative préventive les individus jugés les plus dangereux par nos services de renseignement, avant que ceux-ci aient pu passer à l'acte. C'est une question que je soumettrai au référendum. Je veux des centres de déradicalisation, dans lesquels seront envoyés les individus radicalisés, même s'ils ont déjà effectué leur peine ; car je n'accepte pas qu'on laisse dans la nature des individus dangereux. Je souhaite également que nous mettions en place une Cour de sûreté antiterroriste, spécialisée dans les questions de terrorisme.

Mais il est une autre menace qui pèse sur la France : c'est celle du déclin. Déclin économique : nous connaissons un taux de chômage plus de deux fois supérieur à celui de l'Allemagne et le niveau d'impôts le plus élevé d'Europe. Déclin diplomatique, avec une France qui n'assume plus suffisamment ses responsabilités sur la scène européennes et internationale, et qui en conséquence n'est plus assez écoutée, n'est plus assez respectée. Déclin moral, enfin, avec la perte généralisée de l'autorité de l'Etat et la montée des communautarismes.

Les cinq prochaines années seront capitales. Soit la France se redresse, et elle renouera avec son destin. Soit elle poursuit son déclin, et elle ne se relèvera plus.

Voilà pourquoi j'ai écrit que ces cinq années seront celles de tous les dangers, mais aussi de toutes les espérances. Ma conviction profonde, c'est que la France n'est pas finie, qu'elle a encore beaucoup de choses à dire au monde mais qu'il faut lui donner les moyens de s'en sortir. C'est pour cela que je suis revenu en politique et c'est le sens du projet de redressement que je propose.

2- Les tendances pour la désignation du candidat de la droite à la primaire au mois d'août vous plaçaient à égalité avec votre concurrent Alain Juppé. L'écart se creuse depuis, comment comptez-vous le rattraper ? Quels thèmes comptez-vous développer ?

Ce que nous montre les sondages, c'est qu'Alain Juppé est majoritaire à gauche et au centre et que je le suis dans l'électorat de droite. Je suis à l'aise avec ce diagnostic car cela fait que traduire le fait de mon projet est fidèle aux valeurs de notre famille politique et à l'esprit de cette primaire.

Ce que je veux, c'est que cette primaire soit l'occasion d'un véritable débat de fond sur les idées et sur la ligne politique ; qu'elle permette à chacun d'apprécier ce qui rassemble les candidats à la primaire, mais aussi ce qui les distingue. Depuis que je suis revenu dans la vie politique, j'ai tout fait pour rassembler ma famille politique, qui était sur le point d'exploser. Mais cette exigence d'unité ne doit en aucun cas nous empêcher de clarifier les conditions du choix proposé. Car le diagnostic que nous portons, les uns et les autres, sur l'état de la France et les réponses que nous devons y apporter ne sont pas les mêmes.

Ma conviction, c'est que la France a subi depuis 2012 un tel déclin économique, social, éducatif, mais aussi diplomatique, la menace terroriste est aujourd'hui si élevée, la perte d'autorité si profonde, que les réformes doivent être immédiates, profondes, rapides. L'alternance que nous devons porter ne peut être qu'une alternance franche, en rupture profonde avec ce que l'on voit depuis 5 ans. Elle ne peut pas être une alternance molle.

Vous me demandez de quels sujets je compte parler : tous, car tous sont importants. Si l'on veut redresser la France, si l'on veut convaincre les Français de croire à nouveau en la politique, il ne faut en éluder aucun. La sécurité, l'économie, mais aussi

l'éducation, la santé, la ruralité, l'immigration ou encore la place de la France dans le monde. Un projet, c'est tout cela.

Mais surtout, je veux parler aux Français de ce qu'ils vivent au quotidien. Le choix que j'ai fait dans cette campagne, c'est de tout dire avant, car pour moi, c'est le seul moyen de pouvoir tout faire après.

3- Depuis l'attentat de Charlie Hebdo, en vingt mois, il y a eu plus de 200 français assassinés (237) par des terroristes. « Ils le sont parce que les barbares qui nous attaquent croient que nous sommes faibles » et « nous sommes en guerre » dîtes-vous. Selon vous, montrer que nous sommes forts passerait par quels actes forts ? Faire la guerre à qui et avec quels moyens ?

Pour moi, c'est clair : nous sommes en guerre. Et notre ennemi a un nom : c'est le terrorisme djihadiste, et en premier lieu l'Etat islamique et Al-Qaïda. Cette guerre, nous ne l'avons pas choisie. Elle nous a été imposée par les barbares, qui nous attaquent jusque dans nos villes. Mais cette guerre, nous devons la mener et nous devons la mener pour gagner.

Est-ce que nous nous donnons suffisamment les moyens de la gagner aujourd'hui ? Ma réponse est non. J'ai déjà parlé de la nécessité de relever notre réponse au plan intérieur. C'est vrai aussi au plan international.

Notre ennemi ne connaît aucune limite, il n'a pas de valeur, pas de principe. La conséquence, c'est que cette guerre-là ne pourra se gagner que d'une seule manière : par l'anéantissement total des extrémistes, des djihadistes, des terroristes. Il n'y a pas d'alternative. Ce sera eux ou nous.

Concrètement, cela veut dire qu'il faut éradiquer les racines du mal là où elles se trouvent, et d'abord en Syrie, en Irak ou au Sahel.

Pour cela, nous devons unir nos forces. Car le terrorisme djihadiste n'est pas l'ennemi d'un peuple, d'un pays, d'une culture, d'une religion. Il est notre ennemi à tous, car il est l'ennemi de valeurs humaines les plus fondamentales. La guerre que nous menons, c'est une guerre de civilisation ; parce que c'est une guerre faite à la civilisation par ses ennemis.

Unir nos forces, concrètement, cela veut dire que nous devons enfin rapprocher les deux coalitions en Syrie, celle conduite par la Russie et celle autour des Etats-Unis, sur un objectif

prioritaire : la destruction de l'Etat islamique. Ce que nous avons réussi en Irak, c'est-à-dire l'union de toutes les forces disponibles, nous devons pouvoir le faire en Syrie.

Or aujourd'hui, en Syrie, chacun agit encore en ordre dispersé, avec des objectifs divergents. Cette confusion, cette guerre du tous contre tous conduit à ce qu'il y ait toujours plus de réfugiés et favorise l'Etat islamique. Notre priorité absolue doit être de mettre fin à ces divisions, de parvenir rapidement à un compromis pour concentrer les forces de chacun contre l'ennemi commun, à savoir l'Etat islamique.

Depuis des mois, je dis que nous devrions convaincre nos alliés arabes de s'engager au sol, contre l'Etat islamique. Cela permettrait de lutter plus efficacement contre ces barbares, car chacun voit bien que nous n'en viendrons pas à bout seulement depuis les airs. Et cela permettrait dans le même temps de rééquilibrer les forces en présence sur le terrain, ce qui, j'en suis convaincu, reste le meilleur moyen d'avancer vers un règlement politique de la guerre civile syrienne.

4- Il y a eu les tensions sociales à cause de la réforme du droit du travail, vous avez dénoncé les « tergiversations » de Hollande. Pour vous, ne pas tergiverser serait prendre quel type de décisions ?

Les tensions sociales auxquelles vous faites allusion portaient en réalité moins sur la réforme elle-même que sur le sentiment de beaucoup de Français d'avoir été trompés. M. Hollande a été élu sur un mensonge, et lorsqu'il s'est retrouvé à faire le contraire de ce qu'il avait promis, ceux qui avaient voté pour lui se sont sentis, à juste titre, trahis. Voilà pourquoi je veux que la primaire de la droite et du centre soit la primaire de la clarté et de la vérité, par opposition à celle des socialistes il y a cinq ans qui fut celle de l'ambiguïté, du non-dit et du mensonge. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de tout dire avant, y compris ce qui est difficile.

Nous ne pouvons pas continuer à être le pays d'Europe avec les dépenses publiques les plus élevées et, dans le même temps, les impôts parmi les plus hauts d'Europe à cause de la folie fiscale des socialistes qui ont imposé 50 Mds d'impôts supplémentaires aux Français sur les cinq dernières années.

Si nous voulons redresser la France, nous devons réduire massivement les dépenses publiques – 100 Mds d’euros sur la durée du quinquennat – et dans le même temps baisser fortement les impôts pour redonner de l’oxygène et créer les conditions de la reprise économique. Je veux baisser l’impôt sur le revenu de 10%, supprimer l’impôt sur la fortune, exonérer les droits de successions à hauteur de 400.000 euros par enfant, et baisser de 34 Mds d’euros les charges qui pèsent sur les entreprises. Et contrairement à certains de mes concurrents à la primaire, je n’augmenterai pas la TVA.

Mais dans le même temps, il faudra réduire très fortement les dépenses publiques. Nous aurons des débats difficiles mais il ne faudra pas tergiverser, comme vous dites. Je veux supprimer 300.000 postes de fonctionnaires sur la durée du quinquennat en ne remplaçant pas les départs à la retraite, augmenter la durée du temps de travail dans la fonction publique, rééquilibrer entre le public et le privé le calcul des retraites, ou encore rendre les allocations chômage dégressives.

5- Avec l’enchaînement des attentats et des manifestations, les forces de l’ordre sont épuisées, elles sont non seulement devenues la cible privilégiée de Daesh depuis quelques années, comme ce qu’il s’était passé dans les Yvelines à Magnanville récemment ; de plus elles ont été attaquées dans le 91 prises dans un guet-apens il y a quelques jours. Maintenant elles manifestent à plusieurs reprises en pleine nuit sur les Champs-Élysées, comment comptez-vous répondre au ras-le-bol des forces de l’ordre face à toutes ces offensives ?

Les manifestations de policiers auxquelles vous faites référence sont révélatrices d’un malaise profond de nos forces de l’ordre, qui sont épuisées par le laxisme de la politique pénale mené depuis cinq ans.

Il est urgent de remettre de l’ordre sur le territoire de la République. Le retour de l’autorité est une condition nécessaire pour rétablir la confiance des Français. L’autorité dans la rue, dans les transports, à l’école, dans les hôpitaux, partout où la République est menacée.

Le rétablissement de l’autorité de l’Etat est pour moi une priorité absolue. C’est la raison pour laquelle nos forces de sécurité ne

seront pas concernées par les baisses d'effectifs qui s'appliqueront partout ailleurs dans la fonction publique.

Je veux également que toute personne qui s'en prend à un dépositaire de l'autorité publique – policier, gendarme mais aussi enseignant ou pompier – soit condamné à de la prison ferme, sans aménagement de peine possible. Si le délinquant est étranger, je souhaite qu'il fasse l'objet d'une sanction complémentaire automatique pour qu'il soit expulsé à l'issue de sa peine.

Je veux également que nous revoiyons les conditions dans lesquelles les policiers et gendarmes peuvent utiliser leurs armes pour se défendre. Il doit y avoir une présomption de légitime défense pour nos forces de l'ordre. On ne peut pas mettre sur le même plan le policier dans l'exercice de ses fonctions et le délinquant. La peur doit changer de camp.

Nous devons aussi être beaucoup plus ferme avec les récidivistes, car chacun sait que l'essentiel des délits est le fait d'une petite minorité, souvent parfaitement identifiée. Lorsqu'un délinquant est un multirécidiviste, la sanction ne doit pas seulement tenir compte du délit qu'il vient de commettre, mais de l'accumulation des faits antérieurs ; et sa peine doit être automatiquement augmentée (de 25% après trois condamnations, de 50% après 5, de 100% après 10).

Enfin, nous devons construire de nouvelles places de prison – 20.000 – car dans mon esprit, c'est au parc carcéral de s'adapter à la politique pénale, et non l'inverse.

- 6- *Le 7 août dernier, M. Zhang Chaolin a été mortellement agressé en pleine rue à Aubervilliers. Suite à la disparition de ce couturier chinois de 49 ans, père de famille, la communauté asiatique s'est mobilisée en organisant une grande manifestation contre l'insécurité. Des dizaines de milliers d'Asiatiques sont descendus dans les rues de Paris pour montrer leur colère. C'était la 3^{ième} fois que l'on organisait une grande manifestation de ce niveau depuis 2010. Cette insécurité prend de plus en plus d'ampleur dans la communauté chinoise. Quelles mesures prendriez-vous face à cette violence ciblée et face à l'élévation du niveau de violence lors des vols commis ?*

Je veux vous dire combien j'ai été choqué par le drame d'Aubervilliers. Malheureusement, ce n'est pas un cas isolé ; tout

le monde sait que les agressions et les violences envers les membres de la communauté chinoise ont littéralement explosé au cours des dernières années. C'est une autre traduction de recul de l'autorité de l'Etat que je n'accepte pas. Les membres de la communauté chinoise ont le droit d'être défendus comme les autres.

Je connais bien la communauté asiatique de France, pour laquelle j'ai beaucoup d'estime et de considération. Elle travaille dur, elle ne se plaint jamais, elle est solidaire. Mais ce n'est pas parce qu'elle ne réclame rien, parce qu'elle ne casse rien qu'elle ne doit pas être protégée.

Vous me demandez ce que je compte faire : vous l'avez vu, j'ai mis la restauration de l'autorité de l'Etat et le renforcement de la sécurité des Français au cœur de mon projet, car je considère que c'est l'un des premiers défis auxquels nous sommes confrontés. Les mesures que je propose profiteront à la communauté chinoise de France autant qu'à tous les français.